

De la maternelle à l'université, les enseignants, les personnels ne veulent pas des réformes du gouvernement :

- **Ni Parcours Sup' ! Défense du baccalauréat !**
- **Ni augmentation des frais d'inscriptions à l'université !**
- **Ni réforme des collèges et des lycées !**
- **Ni jardins d'enfants ! Défense de la maternelle !**
- **Ni loi Blanquer !**

Pour nos enfants, nous avons besoin d'enseignants, de médecins scolaires, d'infirmières, de remplaçants...

Après les manifestations des lycéens en décembre, après les manifestations massives des enseignants le 19 mars, le 30 mars, le 4 avril, retrouvons-nous pour une :

Manifestation le samedi 13 avril 2019 à Fontainebleau.

Rendez-vous à 10h devant les grilles du château,

Place du Général de Gaulle.

Venons nombreux, avec des banderoles d'établissement, avec nos revendications, avec nos mots d'ordre.

Réunissons les personnels en assemblée générale dans les établissements ; décidons collectivement de la grève, des actions à mener ; invitons les parents de nos élèves à nous rejoindre ; informons largement des conséquences de toutes les contre-réformes.

- **Retrait total du projet de Loi Blanquer**
- **Défense du statut de la fonction publique**
- **Fonds publics pour l'école publique**
- **Non aux EPSF ! Oui à l'école maternelle publique !**
- **Non aux responsables de site ! Oui au maintien des directeurs**

Enseignants de Montereau, Marolles sur Seine, Champagne sur Seine, Saint Mammès, Varennes sur Seine, Vernou, syndiqués au Snudi FO, au SNUipp, au SNES, à la CGT ou non syndiqués, réunis en AG de grève, nous considérons après discussion qu'il est de notre responsabilité d'appeler à poursuivre le mouvement de mobilisation contre la loi Blanquer.

Nous appelons, dans un premier temps, à manifester le 13 avril devant la sous-préfecture de Fontainebleau.

Le ministre peut crier aux « fake news » et dénoncer « les festivals de bobards » dans les studios et les colonnes de medias complaisants, nous comprenons les enjeux et répondons massivement :

Non aux EPSF

Pas de tutelle du collègue sur les écoles

Non à la fusion 1^{er} et 2nd degré

Maintien des statuts et garanties propres à chaque corps

Maintien de la maternelle

Maintien des directeurs

Non à la territorialisation

Pas de transfert aux collectivités territoriales l'éducation doit rester nationale

Non aux fermetures de classes ou d'écoles en ville comme dans les villages

Défense de la liberté pédagogique

Respect des obligations de services et des choix pédagogiques des enseignants

Arrêt des menaces et de la caporalisation de la profession

Non au tri social des étudiants

Retrait de parcoursup

Non aux bacs locaux

Maintien d'un examen national et anonyme, pas de contrôle continu

Parce qu'il s'agit de l'école, ces attaques touchent tous les salariés qui ont ou auront des enfants scolarisés, nous décidons à ce titre d'informer les confédérations et fédérations syndicales de nos positions. Nous décidons également de nous adresser aux parents à travers des réunions publiques afin qu'eux aussi soient informés.

Nous dénonçons cette politique qui attaque l'école mais pas seulement. Ainsi, nous affirmons qu'il s'agit d'une entreprise de démantèlement généralisé des services publics (santé, transports, équipements, trésor/impôts etc...) qui sera parachevée avec la réforme de la fonction publique. La réforme Blanquer n'en est qu'un aspect anticipé, elle doit être retirée !

Nous n'acceptons pas le dynamitage de l'école publique et de nos statuts ! Ensemble dans l'unité, nous appelons tous les collègues à se réunir en assemblées générales, à mandater des délégués et soumettre à la discussion les moyens pour faire échec au gouvernement !